

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX



10, Avenue Charles Péguy
77000 MELUN

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD-CADRE RELATIF A LA REFONTE ET MAINTENANCE DU DISPOSITIF DE VIDEOSURVEILLANCE

*Procédure adaptée organisée conformément aux dispositions des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la
Commande Publique*

Procédure n°2024-26 :

Marche n°2024-5283

DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :

19 février 2025 à 12h00

SOMMAIRE

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1. Objet du marché.....	4
1.2. Procédure de passation du marché	4
1.3. Allotissement.....	4
1.4. Variantes	4
1.5. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	4
1.6. Forme du contrat.....	4
1.7. Durée et délais d'exécution.....	5
1.7.1. Durée du marché	5
1.7.2. Délais d'exécution des prestations.....	5
1.8. Modalités de paiement.....	5
1.9. Conditions particulières d'exécution	5
1.10. Sous-traitance.....	5
1.11. Clause d'insertion sociale	6
1.12. Déclaration sans suite	6
1.13. Indemnisation et prime	6
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	6
2.1. Retrait du dossier de consultation	6
2.2. Contenu du dossier de consultation.....	7
2.3. Modification du dossier de consultation	7
ARTICLE 3. PRESENTATION DES CANDIDATURES	7
3.1. Forme de candidature accepté	7
3.2. Documents à remettre	8
ARTICLE 4. PRESENTATION DES OFFRES.....	10
4.1. Documents à remettre	10
4.2. Visite de site	11
4.3. Délai de validité des offres.....	11
4.4. Critères de jugement des offres	11
4.4.1. CRITERE « VALEUR TECHNIQUE » NOTE SUR 60 POINTS.....	12
4.4.2. CRITERE « PRIX » NOTE SUR 40 POINTS.....	12
4.5. Demandes de précisions.....	13
ARTICLE 5. DEMATERIALISATION.....	13
5.1. Transmission des candidatures et des offres.....	13

5.2. Copie de sauvegarde	14
5.3. Communications électroniques	15
5.4. Renseignements complémentaires – Questions des candidats	16
ARTICLE 6. ATTRIBUTION DU MARCHE	16
ARTICLE 7. DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	16

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour objet des prestations de services relatives à la refonte et la maintenance du dispositif de vidéosurveillance.

La description des prestations figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2.Procédure de passation du marché

Le présent marché est conclu selon une procédure adaptée organisée conformément aux dispositions des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la Commande Publique.

1.3. Allotissement

En application de l'article L.2113-10 du Code de la Commande Publique, l'acheteur a choisi de ne pas allotir la procédure. En effet, en raison de la nature et du contenu des prestations, l'objet même de celles-ci ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

1.4.Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

1.5. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Le présent accord-cadre ne comprend pas de prestations supplémentaires éventuelles, ni de tranches (options).

1.6.Forme du contrat

En application du point n°1 de l'article L.2125-1 du Code de la Commande Publique, le marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire.

Il s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande conformément aux documents contractuels et sur la base des prix fixés dans la proposition financière du titulaire. Cet accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum fixé à 1 000 000 €HT* sur la durée globale du marché, décomposé comme suit :

Montant minimum de commandes	Montant maximum de commandes sur la durée du marché
Sans montant minimum	920 000 € HT

**Le montant maximum de l'accord-cadre prend en compte la clause de prestations similaires.*

Les quantités sont données à titre indicatif, elles ne constituent pas un engagement minimal de commande.

Aucun minimum de commande ne pourra être exigé de la part de l'attributaire.

1.7. Durée et délais d'exécution

1.7.1. Durée du marché

L'accord-cadre est conclu pour une durée de quatre ans à compter de sa date de notification.

Il prend effet lors de sa notification officielle, effectuée par l'envoi via la plateforme MAXIMILIEN d'une lettre et d'un exemplaire, en copie, de l'acte d'engagement du marché et de son annexe financière au titulaire.

HABITAT 77 peut résilier le marché de manière anticipée moyennant un préavis de trois mois avant chaque date anniversaire (date de notification) du marché.

En cas de résiliation, une indemnité sera versée à hauteur de 1%.

Si HABITAT 77 décide de procéder à la résiliation, il notifiera sa décision au titulaire par lettre du Directeur Général envoyé en courrier recommandé.

Aucune indemnité ne sera versée si l'acheteur est amené à résilier le marché pour faute du titulaire.

1.7.2. Délais d'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG – FCS, les prestations sont exécutées dans les délais visés au bon de commande.

1.8. Modalités de paiement

Conformément à l'article R.2192-10 du Code de la Commande Publique, le paiement sera effectué par virement bancaire, dans un délai de 30 jours maximum à compter de la réception de la demande de paiement conforme par les services financiers d'HABITAT 77.

1.9. Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par l'article R.2113-8 du Code de la commande publique.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par l'article R.2113-7 du Code de la commande publique.

1.10. Sous-traitance

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines des prestations de son marché, à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur, avant tout commencement d'exécution des prestations faisant l'objet de la demande de sous-traitance, **l'acceptation du ou des sous-traitants et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance. Pour ce faire, il transmettra le formulaire DC4 et les documents mentionnés à l'annexe 2 à l'acte d'engagement.**

Il ne peut en aucun cas sous-traiter la totalité de son marché.

En cas de sous-traitance occulte, c'est-à-dire de prestations sous-traitées mais non déclarées par le titulaire, HABITAT 77 est dispensé de l'obligation de mettre en demeure le prestataire principal ou le sous-traitant de s'acquitter de leurs obligations.

Toute sous-traitance occulte engage la seule responsabilité du prestataire principal et entraînera la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire, sans indemnités. Ces sanctions pourront être assorties de poursuites judiciaires.

1.11. Clause d'insertion sociale

L'accord-cadre découlant de la présente consultation ne comporte aucune clause sociale.

1.12. Déclaration sans suite

L'acheteur se réserve le droit de ne pas donner suite à la consultation pour cause d'infructuosité ou pour tout motif d'intérêt général.

En tout état de cause, les candidats seront informés par écrit du résultat de la consultation. Dans cette éventualité, aucune indemnisation ne pourra être allouée aux candidats.

1.13. Indemnisation et prime

Compte tenu de la procédure envisagée et dans la mesure où aucune remise de prestation n'est attendue en phase de consultation, il n'est prévu aucune indemnisation des candidats.

En outre, à l'issue de la consultation, il ne sera versé aucune prime aux candidats.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. Retrait du dossier de consultation

Le dossier est téléchargé sur le site Internet : <https://marches.maximilien.fr>

Le prestataire de dématérialisation d'HABITAT 77 met à disposition des entreprises une assistance utilisateurs.

Le téléchargement est gratuit.

L'identification est facultative pour accéder aux documents de la consultation. Cependant, l'attention des candidats est attirée sur le fait que **l'identification leur permet d'être tenu informé automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE**. Dans le cas contraire, il leur appartiendra de récupérer par leurs propres moyens les informations communiquées.

2.2. Contenu du dossier de consultation

Ce dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- 1. Le présent Règlement de consultation (RC) ;**
- 2. Un Acte d'engagement (AE) et ses annexes :**
 - Annexe 1 : **Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)**
 - Annexe 2 : Demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance
 - Annexe 3 : Désignation des co-traitants et répartition des prestations
- 3. Le Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;**
- 4. Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;**
- 5. Un Cadre de mémoire technique valant mémoire technique ;**
- 6. L'attestation de visite ;**
- 7. Le Document unique de candidature.**

2.3. Modification du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation.

Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de réception des offres.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. S'il y a lieu, au plus tard 6 jours calendaires avant la date fixée pour la remise des offres, les candidats sont invités à signaler les erreurs éventuelles figurant dans le dossier de consultation.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 3. PRESENTATION DES CANDIDATURES

3.1. Forme de candidature accepté

Les candidats peuvent se présenter seul ou en groupement.

La forme du groupement est libre. Toutefois, en cas de groupement conjoint, le mandataire se doit d'être solidaire. En cas de groupement solidaire, les membres se devront d'être solidaire financièrement.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

Chaque membre du groupement devra fournir un dossier de candidature complet tel que requis à l'article 3.2 du présent Règlement de Consultation. Ainsi, les candidats doivent présenter un dossier individuel de candidature en cas de groupement.

3.2. Documents à remettre

Afin de simplifier les démarches, l'acheteur a mis en place un document unique de candidature permettant de juger les candidatures. Ainsi, les candidats doivent compléter et transmettre ce document

Il remplace le DC1 et le DC2. Il est, ainsi, inutile de transmettre ces derniers.

Le candidat devra transmettre UNIQUEMENT les pièces justificatives demandées par l'Acheteur dans le présent document et dans le document unique de candidature. La transmission de ces documents doit s'effectuer conformément à l'article 5.1 du présent RC. Les documents purement commerciaux et promotionnels sont inutiles.

L'analyse des candidatures se fera au regard des éléments mentionnés au document unique de candidature, à savoir :

- **Liste des justificatifs administratifs :**
 - **Déclaration sur l'honneur : (Cocher la case dans le document unique de candidature)**
Le candidat justifie qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L.2141-11 du CCP et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
 - **Pouvoir : (pièce à fournir)**
Pouvoir de signature de la personne habilitée à engager la société (document attestant la qualité de gérant de l'entreprise ou délégation de pouvoir de l'un des dirigeants).
 - **Situation de redressement judiciaire : (Cocher la case dans le document unique de candidature)**
Lorsque le candidat est en redressement judiciaire il en informe immédiatement HABITAT 77. Lors de l'attribution, le candidat devra produire une copie du ou des jugements prononcés. **(Pièce à fournir, le cas échéant)**
- **Capacité économique et financière :**
 - **Déclaration du chiffre d'affaires : (A renseigner dans le document unique de candidature)**
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois derniers exercices disponibles.
 - **Une attestation d'assurance des risques professionnels** en cours de validité, relative à l'objet du marché. **(Pièce à fournir)**
- **Capacités techniques :**
 - **Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat** au cours des trois dernières années. **(A renseigner dans le document unique de candidature)**
- **Capacités professionnelles :**
 - **Les deux niveaux minimums de capacités suivants :**
 - Le candidat devra être certifié pour remettre une **attestation de conformité aux normes techniques définies par l'arrêté du 3 août 2007 (Pièce à fournir)** pour la mise en œuvre d'un système de vidéoprotection ou remplir un questionnaire précisant les caractéristiques techniques du dispositif et sa conformité aux normes techniques définies par l'arrêté du 3 août 2007.

La fourniture de la certification est obligatoire. Elle constitue un niveau minimum de capacité justifiant le rejet de la candidature en cas d'absence.

Si ces attestations sont en cours d'obtention, la candidature est acceptée dès lors que le candidat en fournit la preuve, notamment en fournissant une attestation sur l'honneur établit par un organisme indépendant chargé de la formation ;

- Le candidat devra posséder un **certificat de qualification professionnelle CF2/3 mentions FO et MA, CFE3 C4 mention CM** ou similaires propre aux installations courants faibles et courants forts. **(Pièce à fournir). La fourniture de la certification est obligatoire. Elle constitue un niveau minimum de capacité justifiant le rejet de la candidature en cas d'absence.** Si ces attestations sont en cours d'obtention, la candidature est acceptée dès lors que le candidat en fournit la preuve, notamment en fournissant une attestation sur l'honneur établit par un organisme indépendant chargé de la formation.

- **Une liste de prestations exécutées au cours des trois dernières années de même nature que l'objet du marché** avec indication : **(Pièce à fournir)**
 - Des dates de réalisation,
 - Des montants,
 - Des coordonnées des personnes publiques ou privées pour lesquelles elles ont été réalisées
 - Et le mode de dévolution (en co-traitance, sous-traitance ou seul)

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques (sous-traitance notamment) sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit :

- Les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur pour sa propre candidature.
- Un engagement écrit de l'opérateur économique de mettre à disposition ses capacités pour l'exécution des prestations objet du marché.

Etant précisé que :

- Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qu'HABITAT 77 peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le pli du candidat toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit,
- Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Ils s'engagent toutefois à fournir les documents non valides à la date limite de réception des offres de la présente consultation.
Il est, dans ce cadre, demandé aux candidats d'indiquer à HABITAT 77, les références précises de la consultation au cours de laquelle ces renseignements et documents ont été fournis.

Lors de l'examen des candidatures, seront notamment éliminés :

- Les candidats se trouvant dans un cas d'interdiction de soumissionner fixés à l'article L2141-1 du Code de la commande publique.

- Les candidats qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts, ont été sanctionnés par une résiliation ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché antérieur, sous réserve de la procédure prévue à l'article L2141-7 du Code de la commande publique.
- Les candidats ne satisfaisant pas aux conditions de participation fixées au présent règlement de consultation (ou qui n'auront pas produit dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur).
- Les candidats dont l'expérience ou les capacités professionnelles, techniques ou financières apparaîtraient insuffisantes ou sans rapport avec le besoin exprimé.
- Les candidats en redressement judiciaire en cours de période d'observation ou dont le plan de continuation est inférieur à la durée d'exécution du marché.
- **Les candidats n'ayant pas fourni l'ensemble des pièces administratives demandées (sous réserve de régularisation).**

Par ailleurs, il est possible aux candidats de répondre au moyen du **formulaire « Document unique de marché européen » dit « DUME »**.

Le DUME remplace les documents de candidature de type DC1 et DC2 et peut être réutilisé pour candidater à d'autres procédures. Ce dispositif vous est proposé via MAXIMILIEN et permet la simplification de votre candidature :

- En saisissant votre numéro de SIRET, vous n'avez plus à remplir les formulaires DC1 et DC2 ;
- Les informations relatives à l'identité de votre entreprise seront en effet directement pré-remplies sur un formulaire en ligne vers lequel vous serez dirigé à partir de MAXIMILIEN ou via le site <https://dume.chorus-pro.gouv.fr> ;
- Vous devrez uniquement compléter vos documents de candidature de quelques informations et d'attester sur l'honneur de votre déclaration
- **Toutefois, vous devez impérativement joindre les pièces énumérées à l'article 3.2 du présent RC qui ne sont pas renseignées dans le formulaire « DUME ».**

Attention :

- Le formulaire DUME doit être renseigné
- Maximilien l'intégrera automatiquement à la réponse. Néanmoins, vous devez vous en assurer.
- Tous les documents concernant l'offre doivent être fournis (voir pour ce faire article 4 du présent RC).

ARTICLE 4. PRESENTATION DES OFFRES

4.1. Documents à remettre

L'offre du candidat doit impérativement comporter les pièces suivantes :

- **L'acte d'engagement et ses annexes** dûment complété ;
- **L'annexe financière (BPU valant DQE)** dûment complété et signé en format EXCEL (pas de format PDF) ;
- **L'attestation de visite** dûment complété et signé ;
- **Le cadre de réponse valant mémoire technique** dont le format est transmis par le pouvoir adjudicateur et dûment complété par le candidat. Ce document est contractuel.

La signature de ces documents est facultative lors du dépôt de l'offre et ne concernera que le candidat désigné attributaire.

Il est rappelé aux candidats que les pièces du marché ne peuvent être substituées par un document-type émanant du candidat, seules sont attendues dans l'offre les pièces visées ci-dessus sous peine de rejet de l'offre.

Les offres des soumissionnaires seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO (€). Si les offres sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

4.2. Visite de site

La visite des lieux est obligatoire.

Les candidats devront se rapprocher du point de contact suivant pour convenir d'un rendez-vous :

HABITAT 77

M. Michaël MALEAPPA : Référent sûreté

- Tél : 06.07.12.63.20 / @ : michael.maleappa@habitat77.fr

Cette visite a pour but de permettre aux candidats d'établir leur offre dans les meilleures conditions et en toute connaissance de cause. Les questions que générerait cette visite devront être posées par écrit via la plateforme MAXIMILIEN. Le titulaire du marché ne saurait donc, après notification, émettre des réclamations pour des sujétions si celles-ci ont pour origine une mauvaise appréhension des prestations.

Les soumissionnaires remettront l'attestation de visite au représentant du pouvoir adjudicateur pour signature. Les candidats joignent cette attestation dans leur réponse à la consultation.

Les visites sur site pourront avoir lieu jusqu'à la date limite de remise des offres indiquée sur la page de garde du présent document.

4.3. Délai de validité des offres

L'offre du candidat est valable pendant **un délai de six mois** à compter de la date de remise des offres fixées dans le présent Règlement de la consultation (page de garde).

En cas d'avis rectificatif, la date limite fixée pour le dépôt de l'offre constitue le nouveau point de départ du délai susvisé.

4.4. Critères de jugement des offres

Le jugement des offres recevables sera effectué à partir des critères et des notes énoncés ci-dessous. La somme des notes des deux critères visés ci-dessous (VALEUR TECHNIQUE et PRIX) permettra l'établissement d'un classement des offres conduisant à faire ressortir l'offre économiquement la plus avantageuse.

Au vu du rapport d'analyse et en considérant les critères de jugement des offres, l'acheteur procède à la notation et au classement de ces dernières. Le candidat ayant remis l'offre la mieux classée (c'est-à-dire à laquelle est associée le plus grand nombre de points) est déclaré attributaire.

4.4.1. CRITERE « VALEUR TECHNIQUE » NOTE SUR 60 POINTS

L'analyse de ce critère sera effectuée au regard des thèmes développés par le candidat dans le cadre de réponse, joint au dossier de consultation, selon les sous-critères indiqués ci-après :

N° du sous-critères	CRITERE VALEUR TECHNIQUE Noté sur 60 points	Valeur du Sous-critère
1	Compréhension du contexte et du périmètre du marché	5
2	Organisation et gestion de projet 2.1. Pertinence du dimensionnement de l'équipe projet et des moyens techniques 2.2. Pertinence de la méthodologie travaux en milieu occupé (habitats sociaux)	15 10 5
3	Descriptif technique détaillé des solutions de sûreté envisagées 3.1. Description technique détaillée des solutions de sûreté et des équipements envisagés – détail des équipements proposés pour garantir la mise en œuvre d'une installation discrète 3.2. Capacité d'interopérabilité, d'évolutivité et d'ouverture des solutions proposées	25 20 5
4	Maintenance 4.1. Méthodologie pour les différents types de maintenance et planning de réalisation de la maintenance préventive	10 10
5	Environnement social 5.1. Détail de la politique de l'entreprise en matière d'environnement pour l'exécution du marché 5.2. Détail de la politique d'insertion professionnelle en faveur des personnes rencontrant des difficultés d'accès ou de retour à l'emploi	5 3 2

L'acheteur met à disposition des candidats un cadre de réponse valant mémoire technique. Cette trame permettra à l'acheteur de juger les candidats sur les éléments relatifs au critère « Valeur technique de l'offre du candidat ».

Les candidats devront répondre à ce critère sur maximum 70 pages (annexes incluses). En cas d'absence de ce document, l'offre ne sera pas classée.

Il est, par ailleurs, possible de compléter ladite trame par des documents annexes à la condition impérative que ces documents soient clairement identifiés par la mention expresse et non équivoque de leurs intitulés : « **Annexe_n°... _Cadre_reponse** ». Le candidat doit, en outre, clairement mentionner ces annexes dans le cadre de réponse.

Des exemples de livrables pourront être joints comme annexe au cadre de réponse.

Conformément aux dispositions du CCAP, l'attention des candidats est attirée sur le fait que le document « cadre de réponse valant mémoire technique » est contractuel.

4.4.2. CRITERE « PRIX » NOTE SUR 40 POINTS

Le critère prix sera analysé sur la base du DQE caché (simulation de commande), joint au dossier de consultation.

La note de 40 sera attribuée au candidat ayant remis l'offre conforme la moins-disante. Les autres candidats obtiendront une note proportionnelle calculée selon la formule suivante :

$$\text{Note du candidat} = 40 \times \frac{\text{Montant de l'offre du moins disant conforme}}{\text{Montant de l'offre du candidat analysé}}$$

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à régulariser son offre ; en cas de refus, son offre sera éliminée car irrégulière.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre incomplète ou méconnaissant la législation en vigueur pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Note globale :

La note globale (N) du candidat est égale à la somme des produits des notes attribuées multipliées par les coefficients correspondants :

$$N = NT + NP$$

4.5. Demandes de précisions

Conformément à l'article R.2161-5 du Code de la Commande Publique, l'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats admis à présenter une offre de préciser la teneur de leur offre.

Ces demandes de précisions prendront la forme d'échanges écrits via la plateforme de dématérialisation.

Les candidats qui reçoivent une telle demande sont tenus de répondre dans le délai qui leur sera imparti, faute de quoi leur réponse ne sera prise en compte. Toutes les clarifications obtenues par des demandes de précisions seront considérées comme ayant valeur contractuelle.

ARTICLE 5. DEMATERIALISATION

5.1. Transmission des candidatures et des offres

La transmission des éléments de la candidature et de l'offre est obligatoirement dématérialisée et suppose de disposer d'un compte sur la plateforme MAXIMILIEN. La réponse électronique sur le profil d'acheteur MAXIMILIEN est le seul mode accepté.

Pour garantir au mieux le bon déroulement des opérations, le soumissionnaire doit tenir compte des indications suivantes :

- ⇒ Les documents demandés sont transmis sous la forme de fichiers dans l'un des formats suivants : **ZIP, RTF, DOC, XLS, PDF, DWG, DXF** ;
- ⇒ Les fichiers **.rar** sont **proscrits** ;
- ⇒ Règle de **nommage** des fichiers du pli :
 - Nom de la société (entier ou raccourci),Suivi de :
 - La désignation de la pièce la plus claire et la plus simple possible.

Exemple :



Les documents doivent être présentés dans un format et une version informatique communément admise ou a minima compatible avec les fichiers téléchargés sur le profil d'acheteur d'HABITAT 77.

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue dans le délai fixé pour la remise des plis. Cette dernière se doit donc d'être complète.

Après la préparation des fichiers, les soumissionnaires se connectent sur le profil d'acheteur d'HABITAT 77. Ils doivent les déposer dans les espaces qui leur sont réservés sur la page de réponse à cette consultation de la plate-forme, chaque consultation ayant une page spécifique de réponse.

La durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre.

Tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre, doit être traité préalablement par le candidat par un anti-virus régulièrement mis à jour.

5.2. Copie de sauvegarde

Une copie de sauvegarde peut être envoyée dans les conditions fixées par l'arrêté du 27 juillet 2018.

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde », le numéro et l'intitulé de la consultation et le nom du candidat auxquels elle se rapporte.

Le soumissionnaire qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, à l'adresse suivante :

HABITAT 77
Service Achats
10, avenue Charles Péguy - CS 90074
77002 MELUN Cedex

Jours ouvrés de 9h30 à 12h00 et de 14h00 à 16h30
(Sauf vendredis et jour de la date limite de remise des offres : 12h00)

Règlement de la consultation
Page 14 sur 18

Avec la mention :

« Appel d'offres 2024-26 – ACCORD-CADRE RELATIF A LA REFONTE ET MAINTENANCE DU DISPOSITIF DE VIDEOSURVEILLANCE - COPIE DE SAUVEGARDE – NE PAS OUVRIR ».

La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :

1. Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
2. Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

5.3. Communications électroniques

Les communications entre HABITAT 77 et les entreprises sont effectuées conformément aux dispositions de l'article R.2132-7 du Code de la Commande Publique.

Elles sont effectuées à l'adresse électronique (mail) qui figure dans l'Acte d'engagement, à la rubrique « engagement du candidat ». A défaut d'adresse renseignée, elles seront envoyées à une adresse électronique (mail) utilisée par l'entreprise sur le profil d'acheteur.

Les communications électroniques sont effectuées via le profil d'acheteur.

En cas d'indisponibilité prolongée du service d'échanges dématérialisés du profil d'acheteur, la communication électronique sera effectuée à partir d'un autre moyen électronique qui permet de fonctionner avec date certaine.

Elles concernent à minima les communications jusqu'au stade de la notification du marché. Les communications après ce stade pourront être réalisées par voie électronique.

Dans l'hypothèse où le destinataire de la notification n'irait pas retirer le document qui lui a été notifié, l'émetteur vérifie la conformité de l'adresse électronique (mail) de notification utilisée.

Si cette vérification conduit à déceler une anomalie, l'émetteur effectue une nouvelle notification avec la bonne adresse électronique (mail).

Si cette vérification permet de constater que l'adresse électronique (mail) utilisée pour la notification est celle définie ci-avant, l'émetteur n'effectue pas de nouvelle notification : le document est valablement notifié et le destinataire ne peut pas élever de réclamation s'il ne retire pas son pli.

Les documents seront communiqués dans un format communément répandu (.pdf, .doc, .xls ...).

5.4. Renseignements complémentaires – Questions des candidats

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard **6 jours ouvrés** avant la date limite de remise des offres, une demande écrite sur le profil acheteur <https://marches.maximilien.fr>.

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, **4 jours ouvrés** au plus tard avant la date limite de remise des offres.

L'attention des opérateurs économiques est attirée sur l'identification lors du téléchargement du dossier de consultation des entreprises (DCE). Si l'opérateur économique ne s'est pas identifié lors de la phase de téléchargement du dossier de consultation des entreprises (DCE), il ne pourra pas être tenu informé en cas de modification du dossier. Par conséquent, il est INDISPENSABLE d'indiquer lors de l'identification une adresse électronique (mail) valide.

Afin d'aider les opérateurs économiques à utiliser les services de Maximilien, ces derniers peuvent contacter le service Support Clients par ticket sur chacune des pages de la plateforme ou télécharger le guide d'utilisation à l'adresse suivante :

<https://marches.maximilien.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide&Aide>

ARTICLE 6. ATTRIBUTION DU MARCHÉ

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire, en attendant que le ou les candidats retenus produisent au Service Achats d'HABITAT 77, les certificats et attestations des articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la Commande Publique ainsi que l'ensemble des pièces nécessaires à la bonne finalisation du dossier d'attribution (Ex : acte d'engagement signé manuscritement...).

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents est de **10 jours francs à réception de la demande**. Si au terme des 10 jours, l'ensemble des pièces n'a pas été reçu, le candidat est écarté et la même procédure s'applique au candidat suivant au classement des offres.

Pour les soumissionnaires attributaires de marchés publics soumis à une assurance décennale obligatoire, ceux-ci devront joindre, dans les mêmes conditions de délai que visées ci-dessus, une attestation d'assurance de responsabilité décennale prévue à l'article L.241-1 du Code des Assurances en cours de validité relative à l'objet du marché.

ARTICLE 7. DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

HABITAT 77 s'engage à ce que la collecte et le traitement d'informations à caractère personnel soient effectués conformément au Règlement UE n°2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et à l'ensemble des dispositions de la réglementation française applicable en la matière.

Dans ce cadre, HABITAT 77 :

- a nommé un Délégué à la protection des données ;
- assure la sécurité physique des bâtiments abritant ses systèmes informatiques, la sécurité de son système d'information ainsi que le contrôle des flux de données.

Dans le cadre du présent appel d'offres, le candidat est amené à transmettre à HABITAT 77 ses propres données à caractère personnel, le cas échéant, et/ou celles relatives à son personnel et/ou celles relatives à des tiers susceptibles d'intervenir dans le cadre du marché pour le compte du candidat et/ou pour le compte de l'un de ses propres sous-traitants, telles que nom / prénom, date et lieu de naissance, coordonnées professionnelles (téléphone, courriel, adresse) et qualifications professionnelles.

Ces données sont traitées aux fins d'exécution de la procédure d'appel d'offres par les services achats et gestionnaires d'HABITAT 77, sans préjudice de leur éventuelle transmission à des prestataires extérieurs en charge de leur analyse ou de leur reprographie.

Dans le respect des dispositions de l'article R2184-12 du Code de la commande publique, les données des candidats non retenus sont conservées pendant une durée minimale de 5 ans à compter de la date de signature du marché.

Les données du ou des candidat(s) retenu(s) sont conservées :

- pendant une période minimale de 5 ans à compter de la fin d'exécution du marché pour les prestations non soumises à une garantie décennale ;
- pendant une période minimale de 10 ans à compter de la fin d'exécution du marché pour les prestations soumises à une garantie décennale ;

et ce, conformément aux dispositions de l'article R2184-13 du Code de la commande publique.

Le candidat est informé que, conformément à la réglementation applicable, il peut :

- avoir accès aux données à caractère personnel qui le concernent, le cas échéant, et en obtenir copie ;
- demander la rectification de ces données ;
- exiger la suppression de ces données ou la limitation de la façon dont HABITAT 77 les utilise, dans les conditions prévues par la réglementation applicable ;

en adressant une demande en ce sens par courriel à l'adresse suivante :

marches-publics@habitat77.fr.

En outre, le candidat est informé de ce qu'il dispose de la possibilité d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés en cas de contestation.

Pour ce qui concerne les données relatives au personnel du candidat et/ou à des tiers susceptibles d'être communiquées par le candidat, celui-ci s'engage à transmettre à HABITAT 77 uniquement des fichiers sains au regard de l'utilisation qui en est prévue et de la réglementation applicable, c'est-à-dire des fichiers pour lesquels il détient toutes les autorisations aux fins de leur transmission à HABITAT 77.

Le candidat s'engage ainsi à se conformer à toutes les dispositions applicables à la collecte et au traitement de données à caractère personnel qu'il transmet à HABITAT 77 (notamment quant à l'information des personnes concernées) et garantit HABITAT 77 contre toute difficulté et/ou réclamation et/ou dommage à cet égard. Le candidat devra justifier du respect des engagements du présent article sur simple demande d'HABITAT 77, sans que cela n'emporte aucune obligation pour ce dernier.